

CONDITIONS SCANDALEUSES: PRODUCTION ALIMENTAIRE À L'ÉTRANGER

Informations concernant
la votation pour des
aliments équitables



PROTECTION SUISSE DES ANIMAUX PSA

La Suisse est l'un des plus gros importateurs de produits alimentaires au monde, avec environ 45 % de la consommation totale. Les marchandises ne proviennent pas seulement des pays de l'UE mais pratiquement de tous les continents et parcourent des milliers de kilomètres. Pour les produits animaux, cela concerne environ 120 000 t de viande (dont 48 000 t de volaille, 17 000 t de viande bovine, 15 000 t de saucisses et/ou conserves de viande, 6000 t d'agneau, 5000 t de cheval, 16 000 t d'abats), 45 000 tonnes de poisson, 100 000 tonnes de lait et/ou de produits laitiers (dont 51 000 t de fromage, 25 000 t de lait et/ou de crème, 13 000 t de yaourt) et 700 millions d'œufs d'une valeur estimée à environ 2 milliards de francs. Il faudrait environ 40 millions d'animaux en se basant sur des performances animales et des

rendements à l'abattage habituels. Cependant, comme nous importons principalement des morceaux nobles de bœuf, de volaille et d'agneau, ce sont en réalité nettement plus de 100 millions d'animaux – bien plus que ceux qui vivent dans les fermes suisses – qui produisent pour nous dans les étables étrangères de tous les continents.

À l'étranger, les normes de production et les exigences de qualité et de sécurité des produits alimentaires sont généralement beaucoup plus laxistes en matière de protection des animaux. Aujourd'hui, tous les décideurs sont au courant du niveau de cruauté envers les animaux qui peut se cacher derrière les produits importés. Que les consommateurs ne puissent pas – sauf rares exceptions – identifier en magasin des importations non conformes aux normes de protection des animaux est extrêmement problématique. Les consommateurs devraient-ils avoir en mémoire les conditions de détention et les réglementations de protection des animaux de plus d'une douzaine de pays d'où provient la viande importée?

Les informations ci-dessous de la Protection Suisse des Animaux PSA résument les principales différences en matière de protection des animaux, de contrôles et de sécurité alimentaire.



1. Fermes-usines de milliers d'animaux légales

À l'étranger, la taille du cheptel n'est pas limitée. En Suisse, une exploitation ne doit pas engraisser, par exemple, plus de 300 veaux. Aux États-Unis et en Amérique du Sud, les bovins sont entassés par dizaines de milliers dans des parcs d'engraissement. Un producteur d'œufs suisse peut détenir jusqu'à 18 000 poules, une exploitation biologique seulement 4000. Dans l'UE, les exploitations de 50 000 à 100 000 animaux sont la norme. Une exploitation porcine suisse moyenne détient 220 animaux, en Hollande, la moyenne est de 2000 animaux par exploitation, au Danemark de 3000. Un agriculteur suisse élève en moyenne 25 vaches laitières. Dans l'UE, les vaches sont souvent détenues dans des étables de 200 à plus de 1000 vaches.

2. Législation sur la protection des animaux laxiste ou inexistante et absence de contrôles

La Chine, les États-Unis et l'Amérique du Sud n'ont pratiquement pas de normes minimales concrètes et détaillées relatives à la protection des animaux de rente. Même dans l'UE, il n'y en a pas pour les vaches laitières, les moutons, les chèvres, les chevaux ou les dindes. Les poules pondeuses sont élevées en batteries dans le monde entier. Près de la moitié des poules de l'UE végètent aussi dans des cages.

À l'étranger, les contrôles officiels de



protection des animaux sont rares. Cela vaut également pour l'UE. Par exemple, les installations servant à l'élevage sont contrôlées dans certains Länder allemands au maximum une fois tous les dix ou vingt ans. Depuis 2006, l'UE n'a pas publié de rapport sur l'application des dispositions de protection des animaux, ce qui en dit long.

3. Transports et méthodes d'abattage cruels

Les transports d'animaux extrêmement longs à l'étranger (en camion, d'une journée ou plus, en bateau, de plusieurs semaines) en disent aussi particulièrement long sur la protection animale. À l'étranger, des méthodes d'étourdissement interdites chez nous, telles que le pistolet à tige perforante sur les bovins (procédé Mushroom) en Nouvelle-Zélande et en Australie, sont autorisées. Les fréquences d'étourdissement et d'abattage sont souvent beaucoup plus élevées qu'ici: on abat par heure,

dans certains cas, 400 à 500 porcs (UE, États-Unis) ou agneaux (Nouvelle-Zélande, Australie) ou 12 000 poulets (UE, dans le monde entier)! À de telles vitesses, il est pratiquement impossible de vérifier sérieusement si l'étourdissement est effectif. Lorsque les animaux sont étourdis électriquement, on utilise souvent des tensions ou des intensités (trop) basses pour ne pas nuire à la qualité de la viande. Cela comporte le risque que les animaux soient réveillés et conscients au moment de la saignée. Surtout en France, en Belgique et en Espagne, l'abattage sans étourdissement préalable par égorgement semble répandu, aussi parce qu'il coûte moins cher. Il n'est pas nécessaire de déclarer cette viande qui entre aussi dans les canaux de vente classiques.

4. Dopage du rendement aux hormones et aux antibiotiques

À l'exception de l'Europe, l'addition d'antibiotiques aux aliments pour animaux est légale dans de nombreux pays. Aux États-Unis (engraissement des porcs et des bovins), au Canada et au Brésil (porcs) et en Océanie (bovins), même l'utilisation d'hormones est autorisée. Ces bovins dopés sont souvent sujets à des affections aiguës et très douloureuses des onglons et peuvent en situations de stress, par exemple durant le transport, souffrir d'un collapsus circulatoire, voire mourir. Aux États-Unis, l'utilisation d'hormones est également légale pour augmenter les rendements



laitiers chez les vaches, tout comme le clonage des animaux d'engraissement ainsi que la décontamination à l'eau chlorée des poulets. Ces pratiques sont interdites, à juste titre, depuis des décennies dans l'agriculture suisse. Toutefois, l'importation et la vente de viande d'animaux dopés aux hormones et aux antibiotiques alimentaires restent autorisées.

5. Germes résistants aux antibiotiques, viande avariée et résidus

Aux Pays-Bas, on a trouvé chez 99 % des porcs de boucherie des germes multirésistants et 84 % en Espagne, autre grand producteur de viande de porc. C'est le cas de 45 % des veaux de boucherie en Allemagne et en Belgique, contre seulement 4 % en Suisse. Plus une exploitation a d'animaux et plus la durée du transport est longue, plus il semble que le pourcentage de germes soit élevé. L'Agence fédérale allemande pour l'évaluation des risques (BfR) a constaté

dans les grandes porcheries de 5000 animaux la présence de plus de 70% de germes multirésistants, tandis qu'ils n'étaient que de 13%, soit 6 fois moins, dans les fermes biologiques beaucoup plus petites! En Allemagne, la vente de porc et de volaille avec des germes résistants aux antibiotiques est régulièrement prouvée depuis 2012.

Chaque année, on découvre aux rayons des magasins allemands de la viande qui n'est plus comestible, avariée ou frelatée. On suppose que 20 000 cas de maladies par an sont dus à la consommation de viande avariée. Selon une étude de l'OMS datant de 2015, environ 420 000 personnes – à peu près la population de la ville de Zurich – meurent chaque année d'infections causées par des aliments avariés, contaminés, dans le monde. Au Brésil, 21 abattoirs spécialisés dans l'exportation ont commercialisé dans le monde entier de la viande avariée, qui plus est, mélangée à des produits chimiques cancérigènes.

Les aliments pour animaux contenant des composants nocifs pour la santé et/ou toxiques – comme le nitrofène (un herbicide), de la graisse pour machine contenant de la dioxine, de l'aflatoxine, des PCB, du chloramphénicol, etc. – peuvent également pénétrer dans la viande ou les œufs.

La moitié de la consommation de poisson provient aujourd'hui de l'aquaculture (64 millions de tonnes). Dans ces élevages industriels dans l'eau, l'addition d'antibiotiques semble inévitablement

généralisée. Des chercheurs américains ont trouvé toute une variété d'antibiotiques dans les poissons dans des prélèvements provenant de onze pays (crevettes, saumons, silures, truites, cichlidés et pangasius).

6. Manque de qualité alimentaire

Il est évident que le mode de détention, l'élevage et l'alimentation des animaux peuvent affecter la qualité de la viande, des œufs et des produits laitiers. Mais dans les fermes-usines du monde entier, le seul critère est de produire le plus possible et le moins cher possible. Le consommateur en fait les frais. La viande des bovins et des porcs dont l'engraissement est extrêmement rapide est, par exemple, soit sèche et foncée soit claire et aqueuse. Lors de dégustations et dans le cadre d'études de l'EPF/Z, la viande des bovins suisses qui vont aux pâturages a obtenu de meilleures notes que le bœuf américain ou sud-américain tant vanté. Le lait des vaches qui ont accès aux pâturages est plus sain que celui des animaux dopés au fourrage concentré. Selon une étude suisse, les vaches ayant des rendements laitiers très élevés sont plus fréquemment traitées par des antibiotiques.

7. Scandales alimentaires récurrents

La production de viande et d'œufs bon marché ne se fait généralement pas seulement au détriment des animaux, mais peut également présenter des risques

pour la santé des consommateurs, comme le montrent certains scandales alimentaires survenus ces dernières années. Ils sont souvent dus à un manque de contrôles ou à des contrôles inefficaces à l'étranger.

8. Coût de la vie plus élevé dû à l'initiative pour des aliments équitables?

Economiesuisse et les profiteurs qui vendent plus de 100 000 tonnes par an d'importations anonymes de viande d'élevage industriel mettent en garde contre l'initiative pour des aliments équitables. De meilleurs contrôles et des normes de protection des animaux plus strictes entraîneraient une hausse des prix des denrées alimentaires, ce qui affecterait particulièrement les moins riches. En réalité, il y a aussi dans la riche Suisse des personnes qui doivent faire attention à leurs dépenses. Beaucoup se plaignent notamment de la hausse des coûts des transports et des loyers. Honnêtement, c'est par là qu'economiesuisse

devrait commencer et non par l'alimentation. Il est scandaleux de mettre en avant les personnes dans le besoin dans notre société pour justifier l'élevage industriel ainsi que les denrées alimentaires dopées aux antibiotiques et aux hormones. Même les gens dont la vie n'est pas rose doivent pouvoir consommer des produits alimentaires sains et de bonne qualité, au lieu de vouloir les nourrir avec des produits de rebut importés à bas prix. Les fermes-usines et l'exploitation impitoyable des animaux de rente n'ont rien à voir avec les personnes dans le besoin, mais sont le résultat de l'appât du gain et d'une politique agricole erronée. Le business des importations de viande est lucratif. Tel est le véritable motif des opposants à l'initiative pour des aliments équitables. Si les importateurs et le commerce étaient enfin obligés de contrôler la qualité et la sécurité des importations, de faire respecter la protection des animaux et d'éviter que les animaux ne soient dopés aux antibiotiques et aux hormones, leurs bénéfices diminueraient – mais nous, les consommateurs, nous en tirerions profit.

Les Suisses dépensent actuellement en moyenne 7% pour l'alimentation. C'est le tiers de ce que nos grands-parents dépensaient il y a cinquante ans et le pourcentage le plus bas au monde. Les citoyens de l'UE doivent, par exemple, allouer pas moins de 22% de leur budget à l'alimentation. Même si les importations de viande et autres coûtaient 10% plus cher à cause de l'initiative pour des



aliments équitables – rien ne changeant pour les produits indigènes –, l'alimentation coûterait peut-être en moyenne 10 francs de plus par mois. Presque tous les Suisses peuvent se le permettre! Les importations de produits alimentaires constituent aujourd'hui un business extrêmement lucratif pour les importateurs et le commerce. Des millions d'œufs de poules élevées au sol sont importés des Pays-Bas où un producteur perçoit 6 à 8 centimes pour un œuf de taille normale. Or ils sont vendus ici dans le commerce entre 24 et 33 centimes la pièce! C'est la même chose pour les poulets importés. En Allemagne, un engraisseur perçoit un peu moins de 2 francs par poulet de chair. Les bouchers allemands encaissent 8 francs par kilogramme de blanc de poulet, tandis qu'en Suisse les consommateurs déboursent facilement de 18 à 20 francs par kilogramme pour le même blanc de poulet allemand. Espérons au moins que l'initiative pour des aliments équitables finira par écorner les marges élevées des importateurs et du commerce. Il se pourrait même qu'elle fasse diminuer les budgets des consommateurs.

9. Petite chronologie des scandales alimentaires

2010 Il semblerait qu'on ait incorporé à 150 000 tonnes d'aliments pour animaux, durant des années en Allemagne, des graisses contenant des dioxines utilisées dans l'industrie en guise de composant à bas prix. Ce qui a entraîné la

fermeture par les autorités de plus de 4000 exploitations. Il est donc permis de supposer qu'on a vendu pendant des années aux consommateurs des œufs, de la viande et des produits à base d'œufs et de viande contaminés à la dioxine. On a trouvé la même année, toujours en Allemagne, des aliments pour animaux mélangés à des PCB et au chloramphénicol.

Des milliers de personnes ont été contaminées par des salmonelles dans l'ouest des États-Unis, à la suite de quoi plus de 500 millions d'œufs ont dû être rappelés.

2011 Des organismes officiels de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Basse-Saxe ont constaté que près de 95 % des poulets produits et contrôlés contenaient des résidus d'antibiotiques. Malgré leur courte vie d'un peu moins de 40 jours, ces animaux étaient systématiquement traités 5 à 6 fois par des antibiotiques.

2013 Des contrôles aléatoires ont permis de révéler une fraude sur des produits surgelés, notamment des lasagnes, des raviolis et des tortellinis, mélangés à de la viande de cheval non déclarée dans 23 pays de l'UE et en Suisse. 550 tonnes de viande de cheval bon marché ont été vendues frauduleusement à des fabricants de produits surgelés au prix du bœuf par un fournisseur roumain. En 2017, Europol a arrêté 66 suspects qui appartenaient apparemment à un réseau international de fraudeurs.

Les autorités anglaises ont remonté une filière d'importation de viande de cheval canadienne contenant de la phénylbutazone, un analgésique et produit dopant. Ce genre de viande est impropre à la consommation. Il est fort probable qu'elle provenait de chevaux de sport américains et canadiens réformés.

2014 En raison d'une défaillance des autorités de contrôle, des œufs contaminés par des salmonelles provenant de Bavière ont été vendus dans 5 pays européens. De nombreuses personnes sont tombées malades, l'une d'entre elles est décédée.

2017/18 Une entreprise belge a utilisé l'insecticide fipronil, un produit

anti-poux, pour désinfecter des poulaillers. Des millions d'œufs contaminés au fipronil ont été vendus dans l'UE et environ 200 exploitations avicoles ont été fermées.

Opération Carna Fraca (viande «fraîche») au Brésil: des inspecteurs alimentaires se sont laissé soudoyer et ont permis à 21 abattoirs d'exporter de la viande avariée dans le monde entier. La viande périmée était «rafraîchie» avec de l'acide ascorbique, des têtes de porc transformées en saucisses et de la viande de volaille «allongée» à l'eau.

La Russie arrête les importations de viande en provenance du Brésil après que les inspecteurs ont trouvé des résidus de l'hormone ractopamine dans la viande.

**PAS COMME ÇA!
POUR PLUS DE
BIEN-ÊTRE ANIMAL:**

OUI À DES
ALIMENTS ÉQUITABLES

